

oligarchie de nationaux plongés dans de sombres cachots les canadiens qui oseraient réclamer un peu de ce droit que doit avoir chaque peuple de conduire ses propres affaires? a-t-on oublié 1837 et 1838, quand les planches hideuses des échafauds anglais étaient rougies du sang de nos meilleurs citoyens, parce qu'ils oseraient demander un peu de justice, pour leurs compatriotes? a-t-on oublié qu'en 1840, dans le but avoué de nous perdre, afin de payer les créanciers du Haut-Canada écrasé de dettes avec l'argent que nous avions en caisse, et surtout pour parvenir à la Confédération dont elle nous nous gratifie aujourd'hui, elle nous imposait l'union des Canadas malgré les pétitions énergiques des populations et du clergé en masse qui répudiaient ce mariage infâme comme fatale à notre race?

L'arbitrage impérial!... mais dans toutes les questions renvoyées à l'Angleterre, les décisions de la marâtre ont toujours été peu propres à donner une haute opinion de la justice et de la bonne foi de nos gracieux souverains, mais encore dernièrement nous l'avons eu cet arbitrage, lorsqu'il s'est agi du siège du gouvernement, et qui osera dire que le Bas-Canada n'a pas été indignement sacrifié à des intérêts anglais; bien plus, même parmi ceux qui tout en avouant que l'Angleterre a toujours détesté les Canadiens, nous disent naïvement aujourd'hui que les sentiments de la métropole sont changés à leur égard, qui osera dire que dans le choix d'Ottawa, il n'y avait pas dès lors la prévision de la Confédération, et la continuation du complot mûri depuis 1822 de nous perdre par cette union.

Ah! nous déplorons la mauvaise foi de ceux qui, tout en reconnaissant la haine de l'Angleterre contre notre race depuis la conquête jusqu'à 1840, cherchent à nous faire croire que cette haine séculaire s'est tout-à-coup, depuis quelques années, sous l'influence de nous ne savons quel mystérieux protecteur, changée en bienveillance et en amour, mais nous déplorons encore plus l'aveugle confiance de nos compatriotes dans la parole de ces hommes. Nous tremblons qu'ils ne regrettent que trop tôt le danger de confier à l'Angleterre le soin de modifier la constitution qu'elle nous impose, par l'entremise de nos ministres, à laquelle elle s'est réservé encore le droit de mettre la dernière main.

XVI.

Nous avons fini la tâche que nous nous étions imposée en commençant la publication de ces articles, c'est à-dire l'histoire succincte et vraie du projet de la Confédération.

Nous n'avons pas eu pour but de travailler à arrêter la réalisation de ce projet, c'était peine inutile. Bâclé en Angleterre, poussé ici par les instruments de la métropole, le plan devait nécessairement réussir. Le peuple se reposant un peu trop sur l'honnêteté politique de ses mandataires, a malheureusement laissé faire, mais il ne s'apercevra que trop tôt qu'il a été honteusement trahi.

Nous le demandons à la conscience de tous ceux qui nous font l'honneur de nous lire, qu'est-ce que ce projet sur lequel le

peuple n'a pas été appelé à se prononcer, commence même à changer avant de l'envoyer en Angleterre sans craindre d'attirer l'indignation de nos ridicules députés, sinon une trahison?

Comment en effet ne pas considérer comme traîtres à la patrie des hommes qui pour rester au pouvoir pendant quelques années ont pratiqué la corruption la plus éhontée qui ait jamais souillé les annales parlementaires d'aucun gouvernement constitutionnel; qui ont la conscience (s'ils en ont une) chargée des millions canadiens donnés aux capitalistes anglais, aux spéculateurs sans vergogne du Grand-Tronc qui en retour leur donnait un vigoureux appui dans les élections et dans la Chambre; comment ne pas considérer comme traîtres et infâmes des hommes qui ont pratiqué le pillage des deniers publics sur la plus vaste échelle; qui ont démoralisé les populations au moyen de jobs éhémérés; qui ont bâti Ottawa; qui, pour faire face aux exigences de cette corruption, ont taxé le peuple et grèvé le trésor public d'une dette énorme; qui, enfin, pour compléter leur œuvre infernale et se voyant un objet de mépris pour les populations, ont acheté, par un dernier effort, presque toute la représentation nationale, et se sont jetés à corps perdus dans un changement politique qui va bouleverser complètement tout le pays, et lui préparer un avenir de malheurs d'où il ne sortira peut-être jamais.

Ils auront un terrible compte à rendre à l'histoire, ces représentants du peuple qui, sans étudier la question, sans s'inquiéter ni du peuple qui les a envoyés en Chambre défendre ses intérêts et la constitution actuelle, ni de l'avenir sacré de la nationalité, mais dans un but étroit, d'intérêt matériel, ou par esprit de parti, ont voté pour la Confédération, en âmes damnées du gouvernement, cherchant coûte que coûte à satisfaire la volonté de leurs maîtres.

Ainsi elle est brisée cette constitution pour l'obtention de laquelle nos vaillants tribuns du peuple, les Papineau, les Bédard, les Vigor et tant d'autres généreux esprit, ont fait tant de sacrifices et ardues pour l'obtention de laquelle martyrs sont montés sur les échafauds d'une infâme oligarchie anglaise; elle est brisée, et nous, comme forcés d'avouer que cette destruction est l'œuvre des Canadiens-Français.

Où, il s'est trouvé parmi les Canadiens des hommes assez lâches pour préparer à leurs compatriotes le sort des malheureux Irlandais. Si aujourd'hui l'Irlande est misérable, si ses enfants, chassés de leur pays sont dispersés partout aux quatre vents de l'infortune, c'est qu'en 1801, il s'est trouvé là aussi un parlement assez lâche, des députés assez peu amis de leur pays pour demander l'Union avec l'Angleterre, et remettre, comme on le fait ici, à un arbitrage impérial le soin de l'avenir de leur patrie. Alors comme aujourd'hui l'Angleterre achetait les ministres, et ceux-ci de leur côté achetaient les représentants. La même politique, espère-t-on pourra amener les mêmes résultats.

Pour prévenir les malheurs irréparables

qui menacent l'avenir de notre nationalité, il faut travailler avec une énergie profonde, avec un dévouement à toute épreuve, à l'union intime et générale de tous les Canadiens-Français; il faut que d'un bout du Bas-Canada à l'autre il n'y ait qu'un seul et même drapeau, qu'une seule et même volonté: la conservation de notre race sur ce sol américain. Autrement nous sommes perdus.

Nous avouons que cette entreprise est difficile; car pour réussir il faut d'abord la réprobation de ces quelques hommes qui n'ont de canadien que le nom, qui ne se guident que par l'étroit esprit de parti ou le vil intérêt matériel; il faut la réprobation prompte et complète de quelques misérables individus qui en flattant le clergé se sont emparés de sa confiance et s'en servent pour mieux tromper le peuple trop confiant, et pour se maintenir par tous les moyens à la tête des affaires.

Au moment du danger le plus imminent qui ait jamais menacé notre race, nous ne pouvons croire que les Canadiens reconcourent volontairement et sans au moins quelque vigoureuse résistance à ces nobles et glorieuses traditions d'honneur et de gloire que leur ont léguées une poignée de braves français, leurs pères; nous ne pouvons croire qu'ils oublieront froidement la langue bènne, la religion sainte et divine de leurs ancêtres, et tout ce noble et glorieux héritage que lui forment nos belles et vieilles institutions françaises.

Non, le passé de nos pères est trop glorieux, trop pur, trop noble pour le livrer ainsi à la haine et au fanatisme anglais; non, les Canadiens ne déshonoreront pas un drapeau conquis par leurs pères sur tant de champs de bataille, ils ne renieront pas les nobles actions de tant de vaillants pionniers qui passèrent par de si douloureuses épreuves et moururent si héroïquement pour assurer à leurs descendants une place à part au soleil de la liberté américaine, ils ne souffriront pas qu'on leur ôte, pour les laisser en butte aux haines d'ennemis invétérés, leurs lois, leur langue, leur religion.

Au cri d'angoisse de la nationalité canadienne-française, tous nous nous rappellerons les luttes héroïques de nos ancêtres, nous prendrons notre poste à la place que nous impose l'héritage de gloire, d'honneur et de patriotisme qu'ils nous ont laissé, et nous repousserons en regardant la France, notre première mère-patrie, toute tentative qui ne serait pour nous que la honte, la dégradation et la mort, et que voudrait encore nous imposer une nationalité étrangère, la nationalité anglaise qui n'a rien à faire avec nous, qui n'a rien de commun avec notre sang, nos aspirations, et nos cœurs.

(Fin.)
J. Laparrie
JULES FRANCO.

La caisse d'Economie de
St. Roch.

Nous avons devant nous le rapport de l'enquête sur les affaires de la Caisse d'Economie de St. Roch. L'impression de cet important document a été ordonnée par l'Assemblée Législative sur la proposition de M. Huot.